

Paroisses et mouvements : une tension postconciliaire ?

GILLES ROUTHIER

Université Laval (Québec)

Il y a déjà plusieurs années, Yves Congar avait proposé une réflexion approfondie sur la querelle entre mendiants et séculiers au XIII^e siècle¹. On pourrait se demander si l'on n'est pas en train de revivre sous une nouvelle forme, en plein XX^e siècle, cette querelle qui avait marqué le Moyen Âge. Celle-ci prendrait cette fois la forme d'une tension entre paroisses et mouvements. Malgré ce qu'on est porté à croire, cette tension, il importe de le rappeler, n'est pas un phénomène postconciliaire, puisqu'on peut en voir les premiers actes au cours des années préconciliaires qui voient le développement de l'Action catholique, première forme d'encadrement chrétien qui prend pour critère le milieu de vie plutôt que le territoire et qui est dirigé au plan national avant de l'être au niveau paroissial ou diocésain. Il s'agira ensuite d'enregistrer la réflexion du concile Vatican II sur la question, avant de jeter rapidement un regard sur les années postconciliaires.

¹ Y. Congar, Aspects ecclésiologiques de la querelle entre mendiants et séculiers dans la seconde moitié du XIII^e siècle et le début du XIV^e siècle, *Archives d'histoire doctrinale et littéraire du Moyen Âge*, t. 28, 1961, p. 35-151.

La fin de la civilisation paroissiale

Nous assistons graduellement, au cours du XX^e siècle, à la fin de la «civilisation paroissiale». Il ne s'agit pas de la fin de la paroisse, mais d'une situation historique propre au catholicisme occidental où la paroisse avait fini par être la forme dominante de la vie chrétienne. Essentiellement, la socialisation des chrétiens passait par la paroisse qui occupait une place dominante, bien que non monopolistique, dans l'encadrement des chrétiens. Il s'agit là d'un cas de figure particulier dans l'histoire du christianisme et la place centrale accordée à la paroisse, plus qu'au diocèse, comme lieu de vie chrétienne est unique. Cette centralité reconnue à la paroisse en Occident s'impose surtout à partir du bas Moyen Âge, même si l'institution paroissiale elle-même se développe et se répand au cours des V^e et VI^e siècles. C'est cependant le concile de Trente, s'appuyant toutefois sur la législation antérieure (notamment celle du quatrième concile du Latran) qui affirmera la centralité de l'institution paroissiale. Cependant, même au moment où la paroisse occupait une place dominante dans l'Église catholique, elle n'exerça néanmoins jamais un monopole. Demeura en permanence un «secteur libre», expression utilisée par Congar pour désigner une réalité un peu différente, soit les initiatives des croyants qui ne sont pas suscitées par l'impulsion de la hiérarchie². Déjà cependant, comme chez Rahner à la même époque³ et tous les deux influencés par l'encyclique *Mystici corporis*, on reconnaissait que la vie de l'Église se déployait au-delà des communautés hiérarchiques de fidèles, telles les paroisses, et on cherchait à faire droit aux libres initiatives des sujets dans l'Église, notamment aux charismatiques et aux saints. Ce sont d'ailleurs justement les charismatiques et les saints qui, la plupart du temps, sont à l'origine des mouvements. Plus tard, Congar écrira, sous forme de rétractation, «Je pense toujours que ce que j'ai, maladroitement peut être, appelé un secteur libre, est quelque chose de bien réel. L'encyclique *Mystici Corporis* de Pie XII l'admet. [...] Mon tort a été, suivant plus les *Actes* que S. Paul, et voulant de surcroît attribuer toute

² Y. Congar, « Le Saint-Esprit et le Corps apostolique, réalisateurs de l'œuvre du Christ », *Esquisses du mystère de l'Église*, Paris, Cerf (col. «Unam Sanctam» 8), 19532, p. 171.

³ On verra notamment *Éléments dynamiques dans l'Église*, coll. «Quaestiones disputatae» I, publiées sous la direction de Karl Rahner, Heinrich Schlier et Alexandre Ganoczy, Paris, Desclée De Brouwer, 1967 (original allemand, *Das Dynamische in der Kirche*).

sa part au *Saint-Esprit*, de n'avoir pas assez marqué l'unité de son action avec celle du *Christ glorifié*[...]»⁴.» Le texte de Pie XII qui tentait de dépasser la simple figure hiérarchique de l'Église était le suivant :

En outre, il a communiqué aux Apôtres et à leurs successeurs un triple pouvoir : celui d'enseigner, celui de gouverner et celui de mener les hommes à la sainteté; ces pouvoirs, précisés par des préceptes, des droits et des devoirs particuliers, constituent la loi fondamentale de toute l'Église.

Mais c'est directement aussi et par lui-même que notre divin Sauveur gouverne et dirige la Société qu'il a fondée. Car c'est lui qui règne sur les intelligences humaines, lui qui infléchit et soumet à son gré les volontés même rebelles. [...] Par cette direction intérieure il ne prend pas seulement soin lui-même des individus, comme pasteur et évêque de nos âmes, mais il pourvoit encore aux besoins de l'Église entière, soit en éclairant et en fortifiant ses chefs pour leur faire remplir fidèlement et avec fruit leurs fonctions respectives, soit – surtout dans les circonstances plus graves – en suscitant du sein de l'Église leur Mère des hommes et des femmes brillant de l'éclat de la sainteté, en vue de les proposer en exemples aux autres fidèles pour l'accroissement de son Corps mystique. (AAS 35, 1943, 200-201).

Il s'agit là, il me semble de la première mise en valeur des mouvements dans l'Église et celle-ci repose sur la considération du caractère pneumatique de celle-ci. On voit cependant le risque : distinguer jusqu'à séparer, sinon jusqu'à opposer, une Église qui se construit, d'une part, à partir de l'action de l'Esprit dans le corps apostolique et qui s'exprime à travers les «communautés hiérarchiques de fidèles» et, d'autre part, à partir de l'action de l'Esprit dans les charismatiques et dans les saints qui sont initiateurs de mouvements ou des associations de fidèles qui, au moins dans leur origine, ne dépendent pas de la hiérarchie.

Le «secteur libre» au cours de la phase préconciliaire et au moment où la paroisse semblait la matrice de la vie chrétienne, était constitué par les collèges, dirigés surtout par les ordres religieux, et les mouvements d'action sociale et d'action catholique eux aussi dirigés la plupart du temps par les ordres religieux. Ces deux «secteurs libres», qui ne se construisaient pas à

⁴ Y. CONGAR, *Je crois en l'Esprit-Saint*, Paris, Cerf, 1997, p. 253.

partir du territoire, mais à partir d'un trait commun (l'âge, la condition étudiante ou ouvrière) des personnes qu'ils regroupaient, entraînent en concurrence avec la paroisse qui s'édifiait à partir du principe territorial. En effet, celle-ci était conçue à partir du rapport qui existait entre un peuple vivant sur un territoire donné et un curé, chargé de ce peuple, et d'une église auquel était lié ce peuple. J.-F. Lemarignier, résume ainsi la conception que l'on se faisait de la paroisse à la fin du Moyen Âge :

La paroisse suppose une église, un territoire délimité dont les habitants viennent à cette église pour les cérémonies cultuelles et la réception des sacrements. C'est à cette église qu'ils doivent accomplir leurs obligations religieuses et payer leur dîme. La paroisse doit en outre disposer d'un clergé propre, au moins d'un prêtre approuvé par l'évêque et affecté de façon durable à l'Église. Le clergé assume l'ensemble des fonctions paroissiales. Sa vie matérielle est assurée par les revenus du patrimoine paroissial qu'il administre sous le contrôle de l'évêque. [...] C'est à l'église paroissiale que doivent s'accomplir les actes marquant les termes de la vie humaine, baptême et sépulture, et le droit de conférer le baptême comme celui de procéder aux rites funéraires figurent parmi les prérogatives essentielles de l'église paroissiale. [...] L'attache à la paroisse se traduit par certains monopoles au profit du curé de la paroisse, qui représentent autant d'obligations pour les fidèles. Le desservant de la paroisse a en principe qualité pour entendre les confessions. Mariages et sépultures doivent se faire à la paroisse. [...] Les paroissiens doivent assister dans l'église paroissiale aux messes des dimanches et des jours de fêtes. C'est pour le curé le moyen de contrôler leur assiduité et d'assurer la diffusion des prescriptions lues en chaire. [...] À l'inverse, les étrangers doivent être exclus de l'Église lors des offices paroissiaux. C'est un moyen indirect de les renvoyer dans leur propre église. C'est aussi un moyen d'éviter que des excommuniés inconnus du curé ne se glissent parmi les fidèles⁵.

Cette conception de la paroisse est canonisée, si l'on peut dire, par le concile de Trente, qui construit un lien serré entre le curé, pasteur propre, et les habitants d'un territoire :

⁵ Ferdinand Lot et Robert Fawtier (dir.) *Histoire des institutions françaises du Moyen Âge*, T. III, *Institutions ecclésiastiques*, par Jean-François Lemarignier, Jean Gaudemet et Guillaume Mollat, Paris, Presses Universitaires de France, 1962, p. 315.

Dans les villes où les églises paroissiales n'ont pas de limites précises et leur curé pas de peuple qu'il gouverne en propre, mais administre les sacrements indistinctement à ceux qui les demandent, le saint concile enjoint aux évêques, afin de mieux assurer le salut des âmes qui leur sont confiées, après avoir déterminé la population précise appartenant à des paroisses précises et distinctes, de nommer à vie pour chacune un curé qui lui soit propre, qui pourra connaître ses paroissiens et de qui seulement ils recevront licitement les sacrements; ou bien ils pourvoiront à ces besoins d'une autre manière plus utile, selon ce qu'exigera la nature des lieux. Et de même dans les villes et endroits où il n'y a pas de paroisse, ils veilleront à ce qu'il y en ait le plus tôt possible, non-obstant tous les privilèges et toutes les coutumes, même immémoriales. (c. XIV, session XXIV, nous soulignons)

La règle d'un curé, une église, un peuple résidant sur le territoire d'une paroisse donnée est canonisée. « À chaque troupeau ont été attribués des pasteurs propres [...], chacun ayant charge de ses propres brebis » (concile de Trente, c. IX, session XIV). Ainsi, « ceux qui, [...], détiennent actuellement plusieurs églises, seront tenus, en n'en gardant qu'une seule, celle qu'ils préféreront, d'abandonner les autres... » (deuxième décret de réforme, c. 2). On vise ainsi une meilleure prise en charge de la *cura animarum*, expression dont on trouve 23 occurrences dans les textes du concile de Trente. Le soin pastoral passe donc par l'établissement d'un lien étroit entre un curé et des paroissiens. Le curé, qui réside désormais de manière stable dans une paroisse et qui ne peut cumuler deux bénéfices et à qui est confié un peuple précis résidant sur un territoire aux limites bien arrêtées et attaché à une église paroissiale déterminée, doit bien connaître ses paroissiens. Le canon I du décret de réforme de la vingt-quatrième session offrira une formulation synthétique du projet réformateur de Trente : « Il est commandé de précepte divin à tous ceux à qui a été confiée la charge des âmes, de connaître leurs brebis [...] » Il acquerra une fine connaissance de ses paroissiens au moyen de la visite paroissiale, le développement des registres paroissiaux et du livre des âmes dans lequel il consignera les informations qui se rapportent à la vie morale et religieuse de ses paroissiens et par la confession de tous ses paroissiens qu'il entendra au moins une fois par année, suivant le précepte du concile de Latran IV.

Celui-ci doit non seulement connaître étroitement ses paroissiens, mais il doit assurer un encadrement serré des fidèles, objectif dont l'atteinte passe

par la réforme du clergé de manière à ce qu'il soit apte à bien exercer la *cura animarum*. Le même canon que nous venons de citer prescrit également au curé «d'offrir pour elles [ses brebis] le sacrifice, de les nourrir par la prédication de la Parole de Dieu, par l'administration des sacrements et par l'exemple de toutes les bonnes œuvres, d'avoir un soin paternel des pauvres et des autres personnes dans le malheur et de s'appliquer aux autres charges pastorales. Or, tout cela ne peut jamais être fait ni accompli par ceux qui ne veillent pas sur leur troupeau et ne l'assistent pas, mais qui l'abandonnent à la façon des mercenaires.» C'est en ce sens que se précisent les obligations relatives à l'enseignement de l'Écriture, de la doctrine chrétienne et à la prédication, même en langue vulgaire. Le genre « catéchisme », qui s'élaborait graduellement est consacré. Pareillement, tout ce qui concerne l'administration des sacrements est précisé et réglé par le concile.

Pour veiller à la mise en œuvre d'un tel programme, le concile prescrit aux Ordinaires, reprenant la législation antérieure, la visite des paroisses de leur diocèse (deuxième décret de réforme, 8, session VII), ce que ne manqueront pas de faire les évêques réformateurs au nombre desquels se distingue la figure de Charles Borromée.

La «civilisation paroissiale» dont on vient de parler et qui établissait une correspondance stricte entre paroisse, territoire, peuple particulier et curé n'est pas simplement le fruit d'une prescription ou n'est pas simplement créé par décret. Celle-ci a pu se réaliser grâce à des formes sociales fondées sur des relations courtes, de parenté et de voisinage, qui la permettaient et à un type d'économie, davantage lié à la terre et valorisant la sédentarité et l'appartenance à un terroir, qui en favorisait le développement.

L'évolution de l'économie au XIX^e siècle, mouvement qui n'allait que s'amplifier et s'accélérer au XX^e siècle, distend le rapport d'un individu à une terre et construit de nouveaux liens sociaux. Elle allait ainsi remettre en cause cette figure de l'Église construite autour du clocher qui représentait le centre symbolique d'un territoire. On a bien tenté, par le développement de la paroisse d'œuvres, de donner une deuxième vie, en ville cette fois, à la civilisation paroissiale. Cependant, dès le début du XX^e siècle se développe de nouvelles formes de socialisation chrétienne, les mouvements et, en particulier, l'Action catholique.

Ce cadre de vie chrétienne, à la différence du premier, ne prend pas le territoire comme critère de base pour le rassemblement des chrétiens, mais s'intéresse au statut et à la condition des personnes rassemblées. Ainsi, on

mettra sur pied des associations spécialisées regroupant tantôt les jeunes filles, tantôt les dames, les hommes, les ouvriers, les étudiants, etc. De plus, le principe à la base de tels regroupements est davantage associatif que hiérarchique. Si la résidence sur un même territoire rassemble à la paroisse des gens de conditions et de statuts divers, le mouvement associe des personnes qui partagent une même condition. À la même époque, après bien des débats, après avoir refusé tout net la constitution de diocèses linguistiques ou personnels, on établit également dans les grandes villes des paroisses dites «personnelles» à l'intention des immigrants qui ont en commun la même langue. Du coup, et c'est un précédent, la paroisse n'est plus fondée sur l'appartenance au même territoire, mais sur le partage par les paroissiens qui la composent d'un même trait culturel. Quelques années plus tard, alors que l'on développe de plus en plus une «pastorale catégorielle» destinée à des groupes particuliers de fidèles, on allait constituer un quasi diocèse du même type, la mission de France, qui ne regroupe que des prêtres consacrés au monde ouvrier⁶. Comme le dira M.D. Chenu lors de la troisième session annuelle des prêtres de la mission de France, «il fallait opérer un déplacement du plan de la tactique (les problèmes particuliers) pour atteindre cette stratégie classique de l'Église en état de mission : dégagement des structures créées par son mariage avec une civilisation révolue ; engagement dans une civilisation nouvelle pour l'animer ; et, pour ce qui est de notre cas, dégagement des structures de chrétienté et engagement dans ce monde nouveau en voie d'enfantement. [...] Engagement du sacerdoce et du laïc, conjointement et hiérarchiquement afin que l'Église soit toute entière présente et efficace⁷.» On avait alors le net sentiment que, à la fin de la période de chrétienté liée au territoire et reposant sur la structure paroissiale, devait correspondre la constitution de nouvelles structures ecclésiales en mesure d'inscrire l'Église dans la nouvelle civilisation.

Entrent donc en tension au cours des années qui précéderent Vatican II deux logiques. La première, profondément enracinée dans l'Église, qui conditionne la constitution du groupe ecclésial sur le critère de l'appartenance à un même territoire. Il ne s'agit pas simplement d'un critère commode d'organisation, mais le choix de ce critère a aussi un fondement

⁶ Voir la Constitution apostolique de Pie XII du 15 août 1954 qui constitue la mission de France comme diocèse de prélatrice *nullius*, conformément au can. 319 § 2 du *CIC*. Le Séminaire de la mission de France existait depuis 1941.

⁷ <http://catholique-mission-de-france.ccf.fr/diocese/histoire/reperes/page41.htm>

théologique. La deuxième logique, plus en accord avec les liens sociaux de la modernité et la nouvelle économie, est de type associative et prend d'abord en compte les caractéristiques des personnes.

Les deux prises de conscience de Vatican II

À Vatican II, sur la base du laboratoire pastoral qu'avaient été les années d'après-guerre, sans régler le problème sur le fond, deux prises de conscience émergent : recevant l'enseignement des papes du XX^e siècle et discernant parmi les expériences pastorales des dernières années, les pères conciliaires font deux prises de conscience : d'une part, ils reconnaissent l'émergence de nouveaux liens sociaux et, d'autre part, ils favorisent la constitutions de «communautés associatives de fidèles» qui prendront diverses formes : paroisses personnelles, prélatures personnelles et mouvements ou associations.

L'émergence de nouveaux liens sociaux

L'émergence des associations de fidèles encouragés par les papes, au cours des décennies qui précédèrent Vatican II, en particulier de l'Action catholique, favorisa grandement la reconnaissance de ce que nous pourrions appeler aujourd'hui les mouvements ecclésiaux. C'est surtout dans le décret sur l'apostolat des laïcs, en particulier son chapitre IV sur les divers modes d'apostolat, que cette préoccupation s'exprime. Ceci dit, on fait peu mention dans l'analyse qui fonderait la promotion de telles organisations, de l'émergence de nouveaux liens sociaux.

À ce chapitre, l'intervention de l'archevêque de Québec, Maurice Roy, lors du débat sur le Décret sur le ministère et la vie des prêtres (quatrième session, en particulier sur le n^o 7 qui traitait des relations entre les prêtres dans le *presbyterium*) est probablement la plus significative :

Il est certain [dit-il] que la paroisse demeure la cellule irremplaçable et le centre de vie liturgique et caritative qui a gardé jusqu'ici et gardera demain encore toute son importance. Mais d'autre part, il y a désormais des communautés plus grandes, que l'on peut appeler supra- ou inter-paroissiales. On ne

peut plus regarder la paroisse comme une petite ville enfermée dans ses murs ou comme une abbaye médiévale qui vivrait derrière des portes closes. Les grandes familles spirituelles, les groupements qui s'étendent de toute part au-delà des limites paroissiales, sont aujourd'hui le complément nécessaire de la paroisse. Telles sont les associations d'apostolat, comme les mouvements d'action catholique et les autres œuvres, de plus en plus nombreuses et actives depuis déjà bien des années; telles sont les zones ou régions établies plus récemment en tenant compte des données de la sociologie, de façon que le ministère pastoral soit mieux adapté aux conditions de lieu, de profession et de culture. De là, provient une nouvelle organisation de tout le diocèse, qui se superpose aux frontières des paroisses; de là aussi de nouvelles fonctions confiées à des prêtres qui, bien qu'ils ne soient pas curés, doivent non seulement assister, mais également diriger les curés dans leur ministère pastoral⁸.

Cette intervention embrassait du même regard les paroisses et les mouvements. Dans son esprit, la paroisse avait besoin de ce «complément nécessaire» que représentent «Les grandes familles spirituelles, les groupements qui s'étendent de toute part au-delà des limites paroissiales», «les associations d'apostolat, comme les mouvements d'action catholique et les autres œuvres». On ne trouve pas d'équivalent, si l'on veut, dans les actes et les débats du concile de Trente. Certes, Vatican II reprendra bon nombre de normes élaborées par Trente sur la paroisse, mais on ne manque pas d'observer un déplacement dans la manière d'aborder la question à Vatican II, si bien qu'il y a une différence observable entre l'enseignement de ces deux conciles qui se sont le plus préoccupé de la paroisse⁹. Ce déplacement se situe précisément sur la question que nous examinons ici : la prise en compte des liens sociaux associatifs et affinitaires. Certes, le concile de Trente fait une place aux religieux¹⁰, mais il ne pense pas, dans l'organisation d'un diocèse, faire place aux associations de fidèles, aux familles spiri-

⁸ AS IV/V, p. 16-18.

⁹ Des 56 occurrences du terme *paroeia* dans l'ensemble des textes des conciles œcuméniques, 11 se trouvent dans les Actes du concile de Trente et 22 dans ceux du concile Vatican II, les 23 occurrences restantes se trouvant dans les actes des 19 autres conciles. Quant à la forme adjectivale *paroeialis*, on la retrouve 79 fois dans les Actes des conciles œcuméniques, soit à 32 reprises dans ceux de Trente et 10 fois dans ceux du concile Vatican II, ne restant que 37 occurrences pour les 19 autres conciles. Enfin, le substantif *parochos* utilisé à 45 reprises se retrouve 26 fois dans les Actes de Trente et 19 fois dans ceux de Vatican II.

¹⁰ Cf. le décret sur les réguliers et les moniales, session XXV, 3-4 décembre 1563.

tuelles et aux groupements supra paroissiaux. Le diocèse, tel qu'on peut se le représenter à partir de l'enseignement du concile de Trente, est constitué à partir de communautés hiérarchiques de fidèles à propos desquelles l'enseignement de Trente est abondant¹¹. Les fidèles d'un même territoire sont en effet confiés à un prêtre qui a charge de leur âme, comme nous l'avons vu.

Ce souci pour les communautés associatives de fidèles s'exprime non seulement dans *Presbyterorum ordinis*, mais également dans le chapitre II sur les évêques et les Églises particulières ou diocèses du décret *Christus Dominus*. Déjà, au n° 17, on aborde la question des formes particulières d'apostolat, ce qui inclut les divers regroupements d'apostolat des laïcs, l'Action catholique proprement dite et «les associations qui se proposent directement ou indirectement une fin surnaturelle.» On indique de plus que «Les œuvres d'apostolat doivent être exactement adaptées aux nécessités actuelles, en tenant compte des conditions non seulement spirituelles et morales, mais aussi sociales, démographiques et économiques.» On le voit, ce n'est pas le territoire, ici, qui commande les regroupements de fidèles, mais le partage de la même condition spirituelle, morale, sociale, démographique ou économique. Suivant la même logique, le n° 18 s'intéresse aux diverses catégories de fidèles.

Par la suite, c'est aux nos 29 et 30, que l'on abordera, à partir des prêtres cette fois, les deux grands domaines en tension que l'on examine dans cet article. Avant de traiter du ministère paroissial, le décret considère le ministère des prêtres attachés aux œuvres supraparoissiales, c'est-à-dire ces prêtres qui s'occupent «des œuvres d'apostolat de caractère supraparoissial» ou «des groupes spéciaux de fidèles, ou encore un genre particulier d'action». Ce développement, inédit par rapport à celui que l'on trouve dans l'enseignement du concile de Trente, se conclue ainsi : «Précieuse aussi est l'aide apportée par les prêtres auxquels l'Évêque confie diverses charges d'apostolat, soit dans les écoles, soit dans d'autres institutions ou associations. [...]» (CD 29) On enregistre ici une nouveauté et l'on reçoit les développements qui ont eu lieu au cours des décennies précédentes quant aux formes associatives qui marquent la pastorale de l'Église catholique.

Ce n'est qu'ensuite que le décret, plus dans la continuité avec la manière d'envisager encore les choses au concile de Trente, en vient à traiter du

¹¹ Cf. les décrets de réforme des sessions XXI (16 juillet 1562), XXIII (15 juillet 1563) et XXIV (15 novembre 1563).

ministère des curés. Cependant, dans cette considération du ministère des curés, on tente d'articuler la *cura animarum* qui leur revient à la nouveauté introduite au n° 29. On signale que, «dans l'exercice de leur mission, les curés doivent, [...], remplir la charge d'enseigner, de sanctifier et de gouverner d'une manière telle que les fidèles et les communautés paroissiales se sentent véritablement des membres du diocèse et de toute l'Église universelle. Aussi devront-ils collaborer avec les autres curés, avec les prêtres qui exercent une charge pastorale sur le territoire (...) ou avec ceux qui sont affectés à des œuvres de caractère supraparoissial, afin que la pastorale dans le diocèse ne manque pas d'unité et soit rendue plus efficace.» (CD 30¹²). Cette articulation, on devra y revenir, cherche encore ses moyens de réalisation.

Le développement conséquent de nouveaux espaces ecclésiaux

La conscience du développement de nouvelles sociabilités, fondées sur l'affinité, la similitude de situation et de condition (l'âge, le sexe, l'occupation, la langue ou la culture) conduisit l'Église, on l'a déjà vu, à proposer le développement de nouveaux espaces ecclésiaux, non fondés ceux-là sur la territorialité. Cette solution vient au terme d'un long processus de murissement. Déjà au cours de la phase antépréparatoire, on souhaitait une révision de la paroisse de façon à ce qu'elle réponde de manière plus adéquate aux requêtes du monde¹³. On voyait déjà la difficulté qu'imposaient les limites territoriales des paroisses pour la conduite de la pastorale dans un monde qui se complexifie et où la vie ne s'organise pas en fonction du territoire. C'est surtout le phénomène urbain et la plus grande mobilité des personnes qui met en question le principe territorial à partir duquel se construit la paroisse. Les interventions de plusieurs évêques de grands centres urbains¹⁴ ou marqués par les expériences de pastorale d'ensemble¹⁵

¹² Pour l'histoire de ce n° 30, voir J.-C. Périsset, *Curé et presbyterium paroissial*, Roma, Università Gregoriana Editrice, 1982, p. 176-202. Récemment, mais de manière moins fouillée, les débats conciliaires sur la paroisse ont été revisités. Voir Giampietro Ziviani, *Una Chiesa di popolo. La parrocchia nel Vaticano II*, Bologna, EDB, 2011.

¹³ On verra en particulier le titre D, «De necessitate coordinationis in cura animarum», *Acta et documenta*, I, App. II/I, p. 570-577.

¹⁴ On verra, par exemple, les *vota* de Mgr Primeau (Manchester – USA), ceux du cardinal Meyer (Chicago), etc.

¹⁵ Bon nombre de ces évêques appartiennent à l'épiscopat français qui bénéficient des expériences de renouveau pastoral de l'après-guerre. Voir les *vota* de Mgr Renard (Versailles), Dupont

identifiaient précisément la difficulté, de même que quelques *vota* en provenance des universités parmi lesquels se distingue celui de l'Athénée pontifical salésien¹⁶. Après avoir exposé les motifs en faveur d'une révision de l'institution paroissiale (les conditions nouvelles de la vie sociale qui relativisent le principe territorial dans les grands centres urbains et appellent la création d'églises consacrées aux besoins de groupes spécifiques de personnes) le *votum* concluait que les exigences de la vie moderne exigeait, pour le soin pastoral des fidèles, le développement de ministères spécialisés détachés des liens paroissiaux.

Au cours de la phase préparatoire, c'est la Commission *De Episcopis et de Dioeceseon regimine* qui est chargée de traiter de cette question. Elle le fait notamment dans le *Schema propositiones De rationibus inter episcopos et parochos* où, bien que l'office curial demeure la catégorie portante du schéma, le principe de la collaboration entre les prêtres de paroisse et les prêtres d'œuvres et d'association est déjà avancé. Ceci dit, déjà lors de la discussion de ce schéma à la Commission centrale préparatoire, on reprochera à ce schéma de mettre en avant une conception trop géographique de la paroisse¹⁷.

C'est surtout au cours de la phase conciliaire cependant que se développera la conscience de la nécessité de présenter les choses autrement. Les premières réactions au schéma *De cura animarum* envoyé aux Pères le 22 avril 1963¹⁸ montrent bien la difficulté que l'on ressent en présence d'une quasi réduction de la *cura animarum* à l'espace paroissial, suivant le reproche du cardinal Richaud qui poursuit en signalant que cela ne correspond plus aux conditions actuelles du ministère et qu'il faut faire droit à d'autres formes de ministère¹⁹. Cette préoccupation sera reprise dans le

(auxiliaire à Lille), Weber (Strasbourg), Ménager (secrétaire général de l'Action catholique), respectivement en *AD I*, II/I, p. 449, 493, 418 et 475. Pour eux, la paroisse ne peut pas répondre aux besoins pastoraux du monde moderne.

¹⁶ *Acta et documenta*, I, App. IV/I, p. 132-133.

¹⁷ Voir notamment l'intervention du cardinal König, *AD II*, II/II, p. 586.

¹⁸ Le schéma comportait des appendices. C'est dans cette section que l'on trouve, au n° 30, un développement sur l'adaptation de l'action pastorale aux nouvelles conditions sociales.

¹⁹ Cf. *Animadversiones a Concilii Patribus scripto exhibitae super schema decreti de cura animarum, Series prima*, p. 2. Le schéma lui-même, ne sera jamais discuté en assemblée avant son intégration au *De Episcopis ac de dioecesium regimine*. Cependant, certains évêques avaient déjà fait parvenir des remarques écrites. Le schéma sera publié dans les *Acta*, mais les remarques écrites ne le sont pas. Dans le même sens, voir les remarques de Mgr Ménager qui, bien qu'admettant que la part principale de la *cura animarum* se fasse en paroisse, souligne que la paroisse ne peut plus revendiquer l'exclusivité de l'action pastorale (*Animadversiones...*, p. 114-115) D'autres évêques français s'expriment dans le

chapitre III du schéma *De pastorali episcoporum munere in Ecclesia*, en particulier à l'article 27 (qui deviendra par la suite le n° 29 que nous avons cité) consacré aux prêtres qui occupent des fonctions supraparoissiales. Le débat conciliaire permettra d'affiner la réflexion sur le sujet.

C'est ainsi que, à la paroisse qui se construit toujours à partir de l'appartenance au territoire, va désormais correspondre les mouvements et les associations qui vont eux, se construire sur la base de l'affinité sociale ou de l'appartenance à la même condition sociale ou culturelle, comme s'il y avait deux filières quasi parallèles. On parlera alors de mouvements, d'associations et de groupes et ces espaces, à défaut d'être définis par le territoire, seront dits supraparoissiaux, expression que nous avons déjà croisée aux nos 29 et 30 de *Christus Dominus*. Cette notion, nous l'avons rencontré aussi dans l'intervention du cardinal Roy dont nous avons cité un extrait plus haut et qu'il nous faut maintenant compléter :

Telles sont les associations d'apostolat, comme les mouvements d'action catholique et les autres œuvres, de plus en plus nombreuses et actives depuis déjà bien des années; telles sont les zones ou régions établies plus récemment en tenant compte des données de la sociologie, de façon que le ministère pastoral soit mieux adapté aux conditions de lieu, de profession et de culture. De là, provient une nouvelle organisation de tout le diocèse, qui se superpose aux frontières des paroisses; de là aussi de nouvelles fonctions confiées à des prêtres qui, bien qu'ils ne soient pas curés, doivent non seulement assister, mais également diriger les curés dans leur ministère pastoral. Ces fonctions, préfigurées jusqu'à un certain point par les facultés accordées aux vicaires forains, ne sont pas encore mentionnées explicitement par le droit canonique, et semblent un corps étranger, introduit par hasard et presque de force dans l'organisme diocésain. Les prêtres, de plus en plus nombreux, à qui l'évêque confie ces charges importantes et difficiles, sont encore sans statut bien défini aux yeux de leurs confrères et se considèrent eux-mêmes comme des poissons qui s'agitent hors

même sens. C'est le cas de Mgr Weber (Strasbourg) qui souhaite que l'on fasse mention des prêtres exerçant un ministère dans un autre cadre que la paroisse ou les évêques des Provinces ecclésiastiques d'Aix et d'Avignon ainsi que ceux du diocèse de Marseille qui observent que le schéma parle de la paroisse et du curé sans tenir compte des conditions actuelles du ministère qui rendent nécessaires des ministères supra-paroissiaux. Ils proposent une modification du Code de droit canonique en ce sens et souhaitent le développement d'instances de coordination à l'échelle d'une même ville (*Animadversiones...*, p. 27-28 et 182-184).

de l'eau ou comme des ouvriers de la onzième heure travaillant, par faveur, dans le champ d'un autre. En fait, l'étroite association des activités et des œuvres et la délégation de certains pouvoirs de l'autorité épiscopale, indispensables à une organisation moderne de l'apostolat, ne sont pas une ajoute accidentelle ni une sorte de luxe : dans le monde où nous vivons, elles sont absolument nécessaires pour que, ne négligeant aucune grâce ni aucun charisme, le diocèse soit vraiment un corps organique vivant et rayonnant d'activité.

Cette intervention présente une vision du diocèse qui ne se construit pas simplement à partir des paroisses. Cette vision qui se veut sensible aux données de la sociologie qui alerte sur le développement de nouvelles sociabilités et de nouveaux espaces humains veut adapter l'action pastorale aux conditions de profession et de la culture. Ainsi, dans cette vision, se superpose à l'espace paroissial et territorial un espace associatif, supraparoissial et non territorial. Dans son esprit, cela conduirait à repenser le diocèse ou les zones pastorales comme unité de base et comme espace à l'intérieur duquel et de manière coordonnée sont appelées à se déployer les deux formes d'encadrement pastoral et de vie chrétienne. Cela commandait, dans son optique, de repenser le diocèse qui devenait, du coup, l'espace territorial élargi correspondant au nouvel espace humain qui se construisait à travers la mobilité sociale observée.

Une nécessaire coordination du personnel et du territorial, des mouvements et des paroisses

Dans les textes conciliaires, la coordination entre ces deux approches de l'action pastorale est envisagée à partir de la notion de «pastorale d'ensemble» et de la coordination de l'apostolat du diocèse au moyen de conseils appropriés²⁰. Cette notion de pastorale d'ensemble est déjà décrite de manière assez ample dans le *De Cura animarum*²¹, un des deux schémas

²⁰ On en trouve la première présentation au n° 31 de l'annexe II, titre III du *De cura animarum* qui souligne que prêtres, religieux et laïcs peuvent s'ignorer dans le diocèse et, pire encore, peuvent poursuivre des activités qui s'opposent et se contredisent. De même, l'activité pastorale paroissiale, celle développée dans les associations ou les groupes n'est pas coordonnée. Le n° suivant proposait l'institution d'organismes de coopération comme des conseils mixtes, des rencontres entre les deux clergés, etc. Voir *AS II/IV*, p. 782-783.

²¹ On le trouve au n° 31. Voir *AS II/IV*, p. 783.

qui allaient conduire, à la suite d'une fusion, à notre Décret *Christus Dominus*. On la retrouve explicitement à deux reprises dans les textes conciliaires, soit en *Lg* 28 et *CD* 16, textes qu'il convient de rappeler :

Toujours attentifs au bien des fils de Dieu, ils essaieront d'orienter leur activité apostolique en fonction d'une pastorale d'ensemble, au niveau du diocèse et même de toute l'Église

Que les évêques entourent les prêtres d'une charité particulière, puisqu'ils assument pour une part leurs charges et leurs soucis et qu'ils s'y consacrent chaque jour avec tant de zèle; il leur faut les traiter comme des fils et des amis, être prêts à les écouter, entretenir avec eux des relations confiantes et promouvoir ainsi la pastorale d'ensemble du diocèse tout entier.

Elle est implicite à divers autres endroits, notamment au numéro 30,1 de *Christus Dominus* consacré au ministère du curé, et au n° 8 de *Presbyterorum ordinis* consacré au presbyterium. De plus, la réforme du vicariat forain, discutée au concile mais renvoyée à la Commission de réforme du droit canonique et à la Commission de rédaction du Directoire pour les évêques, voulait en faire un lieu et un instrument de coordination de toute la pastorale d'un ensemble plus vaste que la paroisse, où se retrouveraient précisément les acteurs d'une pastorale territoriale et ceux d'une pastorale de nature plus associative.

Dans les divers passages où nous avons relevé l'expression, on la voit associée au diocèse qui devient l'espace humain et territorial de base plutôt que la paroisse comme cela avait été le cas pendant des siècles. C'est également le cas dans le Décret *Ad gentes* (n° 19) où l'espace d'enracinement des assemblées de fidèles est l'Église diocésaine.

On peut conclure de ce parcours que les Pères conciliaires sont conscients de la nécessité, pour une meilleure adaptation de la présence de l'Église au monde, de renouveler la façon de concevoir le regroupement des fidèles. Certes, la paroisse conserve un rôle primordial, mais on y superpose de nouveaux cadres pastoraux supra paroissiaux, qui s'organisent à partir d'espaces plus vastes que la paroisse et qui se construisent suivant une logique associative, et qui provoquent l'émergence de nouveaux ministères. Tout cela relativise la place autrefois quasi exclusive de la paroisse territoriale. De plus, les Pères conciliaires croient que l'exhortation à la coopéra-

tion entre les différents acteurs pastoraux et la réforme des vicariats forains et la constitution de conseils réunissant prêtres diocésains, religieux et laïcs engagés dans des groupes d'apostolat des laïcs suffiraient à mettre sur pied une pastorale d'ensemble qu'ils appelaient de leurs vœux.

La poursuite des tensions au cours de la période postconciliaire

Le Directoire des évêques en leur ministère pastoral *Imago Ecclesiae* (1973) revient abondamment sur la pastorale d'ensemble et sur la nécessité de collaborer à l'intérieur du diocèse²². De même, le Code de droit canonique (1983), même s'il ne fait aucune mention de la pastorale d'ensemble et ne rend pas obligatoire la constitution d'un Conseil diocésain de pastorale, promeut la coordination de l'action pastorale au niveau du vicariat forain. À la suite du concile, de réels et ambitieux efforts de pastorale d'ensemble ont été tentés, même si on peut observer aujourd'hui un certain reflux à ce chapitre.

Parallèlement, un important développement des associations de fidèles, qui ont pour nom mouvements ecclésiaux ou «communautés nouvelles» peut s'observer. Présentes au moment du concile, certaines ont connu un développement fulgurant. Aussi, les tensions que l'on pouvait observer avant le concile et au cours des assises conciliaires se retrouvent aujourd'hui plus vives qu'avant. De manière générale, on peut dire que le projet ou l'utopie de pastorale d'ensemble mis en avant par Vatican II ne s'est pas avéré un instrument suffisant pour réguler ces tensions au plan diocésain. De plus, plusieurs de ces groupes, comme les ordres exempts autrefois, obéissent à des mots d'ordre qui ne sont pas élaborés dans les diocèses. Aussi, on se retrouve un peu, cinquante ans après Vatican II, dans la situation présentée au n° 31 de l'annexe II du *De cura animarum* (1963), qui observait que prêtres, religieux et laïcs peuvent s'ignorer dans le diocèse et, pire encore, poursuivre des activités qui s'opposent et se contredisent, re-

²² L'enseignement du nouveau du Directoire pour le ministère pastoral des évêques *Apostolorum successores* (2004) est en retrait sur le premier directoire à ce chapitre. Nulle part il ne fait mention de la pastorale d'ensemble et on a abandonné également la catégorie de ministères supra paroissiaux et on aborde très peu la question de la collaboration interparoissiale.

marquant que les activités pastorales développées par les paroisses, les associations ou les groupes ne sont pas coordonnées²³. La suite du texte proposait l'institution d'organismes de coopération comme des conseils mixtes, des rencontres entre les deux clergés (séculiers et religieux, paroissial et liés à des groupes et des associations), la formation permanente commune, etc. Or, il arrive souvent de constater que les pratiques allant en ce sens se raréfient plutôt que de se développer.

Au même moment, on voit se développer, en plus des paroisses personnelles²⁴, divers groupes de fidèles (*coetus*) qui ont une vie pratiquement parallèle par rapport à celles des paroisses et des diocèses. Si le *Codex* de 1983 prévoit la possibilité de la constitution de tels regroupements de fidèles sous la forme de paroisses personnelles, suivant les indications des papes du XX^e siècle, il ne manque pas d'indiquer des motifs objectifs qui peuvent conduire à la constitution de tels regroupements de fidèles, de manière stable : le rite, la langue, la nationalité des fidèles d'un territoire. Or, la constitution de ces groupes échappe de plus en plus à ces critères et se justifie par la clause finale du canon 518, «pour tout autre motif». Or, ces motifs sont de plus en plus, si l'on peut dire, de l'ordre du «confort spirituel» des membres de ces regroupements, i.e. leur affection particulière pour telle ou telle orientation spirituelle. On s'éloigne ici des motifs traditionnels et objectifs qui pouvaient fonder ou autoriser de tels regroupements, avec le risque, pour les fidèles, de se revendiquer de Paul ou d'Apollos et de fragmenter considérablement les Églises diocésaines, l'évêque diocésain n'ayant plus réellement autorité sur l'ensemble des fidèles vivant dans son diocèse. De plus, on ouvre toute grande la porte à la subjectivité des fidèles qui veulent se regrouper avec des semblables. Les nouvelles formes de regroupement des fidèles n'obéissent plus, comme c'était le cas au moment de leur premier développement, à la mobilité sociale et aux migrations, non plus au développement de nouveaux groupes sociaux (les ouvriers, par exemple, pour lesquels on mit sur pied la prélatrice de la Mission de France), mais à une logique élective qui exprime les préférences spirituelles subjectives des adhérents. Ainsi, dans plusieurs cas, le cri-

²³ Voir AS II/IV, p. 782-783.

²⁴ Cette question a été largement débattue au moment du concile, mais nous ne sommes pas en mesure de faire état de tout ce débat dans le cadre de cet article.

tère de rattachement à un groupe déterminé n'est plus un critère objectif (la langue, la culture, le rite, la condition ou la fonction), mais un critère subjectif d'affection pour un tel mode d'action pastorale ou liturgique. On observe alors un net déplacement par rapport à Vatican II et aux enseignements pontificaux antérieurs au concile.

En présence de ce fractionnement conséquent à l'émergence de nouveaux mouvements et groupes ecclésiaux, on est tenté, comme l'ont fait Rahner et Congar à leur époque, avec la marge de manœuvre que leur procurait en leur temps l'encyclique *Mystici corporis*, de comprendre l'Église comme procédant de deux impulsions, l'une davantage christologique et l'autre davantage pneumatologique. Il y aurait donc une Église qui se construit à partir des institutions apostoliques qui inscrivent l'Église dans la continuité historique, l'incarnant dans le temps, et une Église qui se construit à partir des charismes. Comme je l'indiquais au début de cet article en citant Congar, même en reconnaissant comme réel le fait des poussées charismatiques dans l'Église, distinguer jusqu'à séparer une Église du Christ (une Église de l'institution) et une Église de l'Esprit Saint (une Église des charismatiques) mène tout droit à une impasse²⁵.

Conclusion

Il y a bien, dans l'Église, outre les ministères qui sont également d'ordre charismatique, des charismes à accueillir et à valoriser, des nouveautés qui dérangent, le surgissement de réalités imprévisibles. Les dimensions associative et communautaire appartiennent bien elles aussi à l'Église qui, bien que son nom propre soit *Ecclesia* (assemblée) et qu'elle se construise à partir d'une convocation qui vient d'un autre et non de son propre mouvement (le désir de s'associer à d'autres avec lesquels je me sens en affinité), se construit également à partir des liens sociaux qu'elle rencontre, même si elle les

²⁵ Y. Congar, *Je crois en l'Esprit-Saint*, t. 2, p. 23-24. Voir aussi à ce sujet J. Ratzinger, «Les mouvements d'Église et leur lieu théologique [allocution du 27 mai 1998]», *La Documentation catholique*, n° 2196, 17 janvier 1999, p. 81-92. Sur la position de J. Ratzinger sur le sujet, voir Dominique Waymel, *Le discernement de la vocation et de la mission des nouveaux mouvements. Mise en œuvre des éléments fondamentaux de l'ecclésiologie de Joseph Ratzinger*, thèse de Doctorat, Institut catholique de Paris sous la direction de Laurent Villemin, soutenue le 11 octobre 2012.

convertit. En somme, il ne faut pas penser par exclusion, mais il s'agit d'arriver à penser ensemble paroisses et mouvements²⁶.

En somme, ce qu'il nous faut penser, c'est la construction de la relation entre paroisses et mouvements et pour se faire, de se donner les outils adéquats pour y parvenir, et d'inscrire dans la vie même d'une Église locale présidée par son évêque, la vie des mouvements qui ne peuvent se développer en marge ou indépendamment d'une Église locale.

²⁶ Voir mon article « Communautés – réseaux – assemblée. Penser l'Église dans le monde pluriel », dans *Théophilyon* XI, 1, p. 71-96.

On complétera par la lecture de l'article de L. Villemin, « L'éclosion des nouveaux mouvements. Une question à l'ecclésiologie. » *Lumen vitae*, n° 4 (2007), « Communautés nouvelles, nouvelles communautés », p. 367-377.

